

L'Expansion, décembre 2011

Allemagne. Ce modèle que la France ne peut pas copier

Les dirigeants français prônent désormais un rapprochement fiscal et social avec l'Allemagne. Une opération peu réaliste que notre pays pourrait payer au prix fort. Démontage d'une fausse bonne idée.

D'abord, les dirigeants français ont voulu taper du poing sur la table. C'était en mars 2010. Christine Lagarde, alors ministre de l'Economie, déclenchait une tempête diplomatique en disant tout haut ce que beaucoup pensaient tout bas : avec sa stratégie fondée sur l'export et la compression des salaires, l'Allemagne a redressé son économie en étouffant celles de ses voisins. "Clairement, nous avons besoin de plus de convergence", plaidait la future patronne du FMI. Il s'agissait alors de faire converger... l'Allemagne vers la France, en incitant les Allemands à développer leur marché intérieur pour soutenir la croissance dans la zone euro. La réponse de la chancelière Angela Merkel ne s'était pas fait attendre : "Un gouvernement européen doit s'aligner sur les Etats les meilleurs, pas sur les plus faibles." Cinglant.

Depuis, "l'Etat le meilleur" aligne les records : croissance du PIB prévue à 2,9 % cette année, taux de chômage au plus bas depuis vingt ans, 175 milliards d'euros d'excédent commercial, déficit public maîtrisé. Du coup, si les politiques français plaident toujours pour la "convergence franco-allemande", il s'agit cette fois, selon Nicolas Sarkozy, de "mettre les pas de la France dans ceux de l'Allemagne". Traduction concrète : son ministre Bruno Le Maire, chargé du programme de l'UMP pour 2012, multiplie les allers-retours à Berlin : "Il y a encore quelques mois, les Allemands n'étaient pas du tout demandeurs. Mais ils ont compris qu'il est dans leur intérêt d'avoir une France forte, et il y a maintenant une vraie volonté de coopérer", raconte-t-il à L'Expansion.

Il est vrai que l'avenir de la monnaie unique et du marché européen nécessite davantage de discipline budgétaire, de coordination économique et d'intégration fiscale. Mais de là à faire du modèle allemand le fil rouge de la politique française pour les mois à venir... D'abord, est-ce utile quand, sur la longue période, les performances des deux pays restent proches (1,5 % de croissance par an en moyenne en France entre 2000 et 2010 ; 1,1 % en Allemagne). C'est oublier, aussi, que nos économies sont très différentes : les rapprocher demanderait des réformes structurelles de longue haleine. **"Nous avons avant tout besoin de plus de coopération. Même s'il peut être intéressant, ponctuellement, de regarder les pratiques du voisin", souligne Xavier Timbeau, directeur à l'OFCE.** En quoi pouvons-nous nous inspirer des Allemands ? Vouloir copier leurs succès est-il réaliste ? Décryptage autour de quelques sujets clés.

Une économie tournée vers l'export

Au sortir de la crise de 1993, l'Allemagne et la France ont fait des choix opposés. Tandis que nous misions sur le marché intérieur et la consommation, les Allemands se serraient la ceinture pour doper leur compétitivité. Cette orientation a profité à plein au moteur de leur économie, ces grosses PME industrielles, innovantes et tournées vers les marchés étrangers, le fameux Mittelstand qui nous fait tant défaut. Le résultat ? En dix ans, la part de l'industrie

dans le PIB français s'est écroulée de 24 à 14 %, alors qu'elle représente toujours 24,9 % en Allemagne, et qu'elle tire la croissance grâce à ses performances à l'export.

Plus grave : c'est largement au détriment des entreprises françaises que les Allemands ont gagné des parts de marché. "Ce sont nos principaux concurrents, et leurs produits ont une meilleure image que les nôtres, car ils ont beaucoup plus investi dans l'innovation", constate Lionel Fontagné, économiste au Cepii. Question de moyens (les taux de profit sont plus élevés outre-Rhin), mais aussi de culture. Les universités et les entreprises ont toujours tissé des liens étroits, les titulaires de doctorat sont légion parmi les managers, l'équivalent de nos pôles de compétitivité existe depuis longtemps...

Mais la force de l'Allemagne est aussi sa faiblesse. Tributaire des marchés internationaux, elle va souffrir du ralentissement de l'économie mondiale : son gouvernement a revu à la baisse ses prévisions de croissance pour 2012, à tout juste 1 % - comme en France. Et, même en Allemagne, certains souhaitent un rééquilibrage du modèle de croissance. "Cela se fera naturellement, car les créations d'emplois vont soutenir la demande", assure René Lasserre, directeur du Centre d'information et de recherche sur l'Allemagne contemporaine.

Une stratégie de compression des coûts

De son bureau de président de la filiale française de l'allemand Bosch, Guy Maugis a un bon observatoire pour suivre l'évolution des coûts du travail des deux côtés du Rhin. "En 2000, l'Allemagne était moins compétitive. Depuis, l'écart s'est réduit, et, sur certains profils, la France a perdu son avantage", constate-t-il. Si les statisticiens se battent toujours pour savoir lequel des deux pays est le moins cher (les résultats diffèrent selon les sources), une chose est sûre : nos voisins doivent en partie leur succès à leur stratégie de compression des coûts. Entre 2000 et 2009, le salaire réel moyen y a reculé de 4,5 %, alors qu'il augmentait de 8,6 % en France.

Suivre l'Allemagne dans cette voie pourrait néanmoins être dangereux, selon certains experts. "On améliorerait la compétitivité de notre industrie. Mais, comme son poids dans notre économie est faible, les gains que l'on en tirerait ne compenseraient pas l'impact d'une baisse du pouvoir d'achat des ménages sur la consommation de services", avertit l'économiste Patrick Artus, qui pointe, dans son livre *La France sans ses usines*, le risque d'un ralentissement plus fort de la croissance. "En revanche, il faudrait réduire le poids des charges patronales, dont toutes les études montrent qu'il pèse sur l'emploi en France", martèle-t-il.

Les cotisations sociales représentent en France 15 % du PIB et reposent largement sur l'employeur, contre 12,6 % outre-Rhin, acquittés à parts égales par les entreprises et par les salariés. En 2007, l'Allemagne, dans son souci de compétitivité, les avait baissées. Une réforme financée par la diminution des dépenses d'assurance-chômage et par une hausse de la TVA. La France s'apprête elle aussi à relever sa TVA. Mais, vu l'ampleur de nos déficits, cela ne s'accompagnera pas d'une baisse des cotisations...

Une fiscalité qui privilégie les entreprises

"Déjà, dans les années 70, le gouvernement français utilisait l'idée de convergence franco-allemande pour faire passer ses choix de politique intérieure", ironise Henrik Uterwedde, directeur adjoint de l'Institut franco-allemand de Ludwigsburg. Nicolas Sarkozy a repris la recette, justifiant ainsi la hausse du taux réduit de TVA (5,5 % jusqu'ici), bientôt aligné sur le

taux allemand (7 %). L'an dernier, le président avait usé du même argument pour s'attaquer à la fiscalité du patrimoine. Mais la réforme a fait pschitt, aboutissant à quelques aménagements de l'ISF. Le gouvernement veut toutefois aller plus loin dans la convergence fiscale, en créant un impôt sur les sociétés commun au 1er janvier 2013. "La Commission européenne défend l'idée d'une harmonisation de la fiscalité des entreprises pour lutter contre la concurrence entre Etats depuis dix ans. Si la France et l'Allemagne se lancent, cela fera peut-être avancer le dossier", espère Lionel Fontagné.

Nos entreprises ont-elles à y gagner ? Pas vraiment, si la réforme se limite à l'impôt sur les sociétés : d'après la Cour des comptes, les niveaux de prélèvements effectifs sont proches.

La grande différence porte, on l'a vu, sur les cotisations patronales, beaucoup plus lourdes en France. Les baisser supposerait toutefois de transférer le financement de la protection sociale vers l'impôt - CSG, TVA ou impôt sur le revenu, plus faible chez nous. Autant dire un bouleversement complet de notre modèle fiscal, qui a toujours soutenu jusqu'ici la demande...

Quant à harmoniser les taux de prélèvements globaux - qui représentent 42,8 % du PIB en France contre 39,3 % en Allemagne -, ne rêvons pas. Le premier rôle de la fiscalité est de financer les dépenses publiques ; or celles-ci sont bien plus élevées de ce côté du Rhin.

Des dépenses publiques maîtrisées

163 milliards d'euros : c'est l'écart, faramineux, entre le niveau des dépenses publiques en France et en Allemagne, selon l'institut libéral Thomas-More. L'explication ? Depuis quinze ans, tous les gouvernements allemands, quelle que soit leur tendance politique, ont freiné les dépenses. Ainsi, entre 1996 et 2003, elles ont progressé de seulement 0,6 % par an en moyenne hors inflation, avant de diminuer de 1,4 % par an entre 2004 et 2008.

"L'Etat allemand a diminué le nombre de fonctionnaires en sous-traitant de nombreuses activités au privé, et il a pen-dant longtemps sous-investi dans ses infrastructures", explique Arnaud Lechevalier, chercheur à Paris I et au centre Marc-Bloch, à Berlin. En témoigne le mauvais état du réseau routier secondaire allemand ou des écoles - même si, avec les plans de relance, la tendance s'est inversée.

Dans ce contexte de diète, Gerhard Schröder a lancé en 2004 son "Agenda 2010", un package de réformes douloureuses de l'Etat providence (assurance-chômage, retraites, système de santé). "Tous les économistes s'accordent à dire que cela explique au moins un tiers de la croissance actuelle", souligne l'économiste Jacques-Pierre Gougeon. Dépenses en baisse, recettes fiscales en hausse : l'Allemagne a abordé la crise de 2009 avec des finances publiques à l'équilibre. Elle ambitionne à présent de ramener très vite son déficit à zéro et... feint de s'étonner que ses voisins ne fassent pas de même.

"Les Allemands mettent la barre trop haut ! La France a besoin de plus de temps pour réduire ses dépenses", s'emporte Patrick Artus. Au risque, sinon, selon cet économiste, de plomber encore davantage la croissance.

Un marché du travail très flexible

Et si, finalement, l'Allemagne devait son salut à son bon vieux système de cogestion ? Dès 2009, Etat, syndicats et patronat ont su négocier une extension du dispositif de chômage

partiel. Dans les entreprises aussi, employeurs et salariés ont échangé baisse du temps de travail et des salaires contre garantie de l'emploi sur plusieurs années. Résultat : la hausse du chômage a été limitée, et, quand la reprise est arrivée, le rebond a été rapide, car les entreprises n'ont pas eu besoin de réembaucher du personnel.

Mais tout n'est pas rose pour autant. "Il y a un débat que l'on ne perçoit pas en France sur la précarité, qui pose un vrai problème de cohésion sociale", constate Jacques-Pierre Gougeon. A la suite des réformes de l'"Agenda 2010" (réduction de l'indemnisation du chômage, développement des minijobs, ces emplois payés 400 euros pour soixante heures par mois), la part des postes à bas salaires est passée de 15 % au début des années 2000 à 22 %, et le taux de pauvreté reste plus élevé qu'en France. Du coup, l'idée d'instaurer un salaire minimal, un peu comme notre smic, fait son chemin outre-Rhin.

Autre face sombre du "miracle de l'emploi" : la main-d'oeuvre qualifiée, et notamment les ingénieurs, commence à manquer, conséquence d'un système de sélection trop sévère à l'université. Et surtout du déclin démographique allemand. A court terme, la baisse de la population et du nombre d'actifs contribue à réduire le chômage. Mais, à moyen terme, elle menace la croissance potentielle et le financement de la protection sociale. Voilà qui explique aussi l'obsession allemande de réduction des déficits...

La part des postes à bas salaires est passée de 15 % au début des années 2000 à 22 %, et le taux de pauvreté reste plus élevé qu'en France.